



Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames les Inspectrices et Messieurs les Inspecteurs de l'Education Nationale,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

En septembre ce sont encore 400 élèves de moins qui devraient faire leur rentrée dans les écoles publiques de notre département. L'UNSA Education espère que cette hémorragie qui dure déjà depuis plusieurs années va s'arrêter, et continue d'alerter les élu.e.s sur cette situation. Malgré cette situation, nous nous réjouissons que la ruralité soit prise en compte et que nous n'ayons pas de poste à rendre dans le premier degré cette année. Même si nous en reparlerons en mars, l'UNSA Education 12 est par contre dépitée devant la perte des 35 ETP dans le second degré, malgré une hausse importante d'effectifs. Nous souhaitons également savoir quels sont les effectifs prévus pour l'école privée, qui depuis plusieurs années déjà, connaît une baisse proportionnellement moins importante.

La priorité gouvernementale est d'améliorer le remplacement. Nous vous avons alertée Madame l'Inspectrice d'Académie, supprimer des poste de BD l'an dernier alors que la crise Covid ne faisait que commencer ne nous semblait pas très cohérent. Nous espérons donc que les postes (re)créés permettront non seulement de rendre effective l'augmentation de décharge pour les directrices et directeurs, l'équivalent d'environ 3 ETP, mais également d'améliorer encore le taux de remplacement.

L'autre souhait affiché par le ministère est de plafonner à 24 élèves les GS, CP et CE1 hors REP. Au Se-UNSA et à l'UNSA Education, nous nous réjouissons que le gouvernement reconnaisse enfin que le taux d'encadrement fait bien partie des leviers permettant de bonnes conditions d'apprentissages pour nos élèves et donc des conditions de travail pour nos collègues. Nous déplorons par contre le fait que ce ne soit pas l'ensemble des niveaux qui soit traité à égalité et nous nous permettons de rappeler que l'enseignement en multi-niveaux peut être une chance avec des effectifs bas, mais poser bien plus de difficultés avec des effectifs chargés dans de nombreux niveaux. Aussi, il nous semble que des classes uniques, avec trop d'élèves accueillis de la TPS au CM2 ne représentent ni des conditions d'apprentissage ni des conditions de travail satisfaisantes. Le Se-UNSA 12 vous demande donc, Madame l'Inspectrice, que les écoles, partout où c'est le cas, soient dotées a minima d'un appui pédagogique. Représentants des personnels, nous savons bien les complications liées à la mise en place d'appuis pédagogiques en service partagé. Mais nous connaissons aussi les difficultés et le temps de travail conséquent remontés par les collègues lorsqu'ils sont dans ces classes uniques avec des effectifs dépassant 20 élèves par classe.

L'UNSA Education souhaite également vous rappeler la situation des écoles possédant un dispositif ULIS. Pour que les tous les élèves trouvent leur juste place à l'Ecole de la République, les effectifs des écoles avec ULIS doivent permettre d'inclure ces élèves en leur portant toute l'attention dont ils ont besoin.

La situation du RASED reste une inquiétude permanente de l'UNSA Education depuis de nombreuses années et nous n'avons eu de cesse de vous rappeler l'importance que ces personnels revêtent pour la réussite de nos élèves les plus en difficulté, en augmentation constante, et le trop peu de personnels qu'il reste dans le département pour mener à bien leur mission. Nous espérons voir traduit votre engagement de l'an dernier à réimplanter des postes de maîtres E, en tenant compte de la situation des collègues sur les postes déjà existant récemment réorganisés.

Enfin, l'UNSA Education 12 milite pour que partout où existe une école privée, le contact soit pris par la DSDEN pour envisager l'installation d'une école publique. Pour nous, il n'est pas acceptable qu'il n'existe pas d'alternative publique à une école privée sur un territoire, au nom des principes de laïcité et d'égalité.